

Article publié  
dans la Revue  
Scientifique

26 oct 1889

reçu dans le  
supplément littéraire  
de la Revue

### L'ÉDUCATION ET L'ASSOLEMENT

Sur la culture intellectuelle

De la prolongation d'une race dans la  
meilleure condition sociale, surtout dans les condi-  
tions élevées. — Nécessité du changement  
de conditions et de milieu. — En quoi les  
supériorités intellectuelles peuvent être dan-  
gereuses pour la race. — Règle de l'assolément  
dans la culture intellectuelle. — Le choix des  
professions.

... d'une race dans une même  
... est généralement fatale pour  
... race. En effet, toute condition  
... une part de conventionnel, et  
... des conventions est contraire en  
... point au développement sain de la  
... favorable sur tout les autres, cette  
... visible, multipliée par le temps, désé-  
... la race d'une manière d'autant plus  
... elle sera mieux accommodée à ce milieu  
... et. Donc, à moins de rencontrer un mi-  
... hygiéniquement parfait de tous  
... il n'y a de ressource pour la vitalité  
... race que dans le changement des mi-  
... qui corrige telle influence mauvaise par  
... influences en sens contraire. Le progrès  
... voies de communication, en facilitant pour  
... dire la combustion et le tirage dans les  
... foyers sociaux, ne fait que rendre le  
... plus pressant. Un des résultats est  
... probable accroissement de la folie dans les  
... 530 pour 100 de la tuberculose ménin-  
... Londres, sous ce rapport dépasse la  
... même de l'Angleterre de 39 pour 100. De  
... me, les suicides vont chaque jour en s'ac-  
... tuant : les suicides de Paris sont le sep-  
... des suicides de toute la France et du  
... tement de la Seine, le dixième. — Excès  
... la lutte pour l'existence, travail dans les  
... fiers malsains, alcoolisme, débauche rendu  
... contagion nerveuse, atmosphère im-  
... de : tels sont les périls. La vie de l'orga-  
... social, comme celle de tous les autres  
... mes, se maintient par la combustion ;  
... se brûle aux foyers les plus actifs  
... ne sont pas des matériaux étran-  
... cellules vivantes elles-mêmes.  
... actuel crée d'une part des oi-  
... des surmenés et donne pour

idéal aux surmenés l'état des oisifs, — c'est-  
à-dire de toute une classe de la société. Le  
meilleur moyen de limiter et de régler la pas-  
sion, c'est l'action continue ; et en même temps  
c'est le moyen de la satisfaire dans ce qu'elle  
a de raisonnable et de conforme aux lois  
sociales.

Ce ne peut-être la supériorité intellectuelle  
elle-même qui est dangereuse pour une race,  
car elle lui crée au contraire un avantage dans  
la sélection naturelle. Le danger n'est dans  
aucune supériorité, quelle qu'elle soit, mais  
dans les tentations de toutes sortes qu'amènent  
avec elles les supériorités. La tentation à la-  
quelle il est le plus difficile de résister dans  
notre société moderne, c'est celle d'exploiter  
entièrement son talent, d'en tirer tout le profit  
pratique, de le transformer en la plus grande  
somme d'argent et d'honneur qu'il puisse don-  
ner. C'est cette exploitation sans mesure des  
supériorités qui les rend périlleuses. La chose  
est si incontestable, qu'on en peut voir une  
vérification jusque dans les formes mêmes de  
la supériorité qui semblent le rendre la plus

la supériorité qui semble le rendre la plus  
de la force musculaire. Si un homme est  
d'une force assez remarquable pour songer à  
en tirer parti et qu'il se fasse athlète, par  
exemple, il diminue beaucoup les chances  
d'existence pour lui-même, et conséquemment  
pour sa race. Pourtant la force physique se  
confond, dans une certaine mesure, avec les  
conditions même de la vie ; mais vouloir exploi-  
ter les conditions de la vie, c'est les aliéner. Le  
meilleur principe de toute hygiène morale  
serait donc d'engager l'individu à s'épargner  
soi-même, à ne pas considérer chez lui ou  
chez ses enfants un talent quelconque comme  
une poule aux œufs d'or qu'il faut tuer, à re-  
garder enfin la vie comme devant être  
non exploitée, mais conservée, augmentée et  
propagée.

La conséquence de ce principe d'épargne  
physiologique en éducation, c'est l'art de me-  
surer et de diriger la culture, surtout la cul-  
ture intellectuelle, de ne pas la rendre trop  
intensive, trop limitée à un seul point de l'in-  
telligence, mais d'en proportionner toujours  
l'extension à l'intensité. Un principe non  
moins important doit être l'alternance des cul-  
tures elles-mêmes dans la race. L'assolément  
en éducation devrait être une règle aussi élé-  
mentaire qu'en agriculture, car il est absolu-  
ment impossible de cultiver toujours avec suc-  
cès telle plante dans la même terre, ou telle  
aptitude dans la même race. Il viendra un  
jour, peut-être, où on distinguera les occupa-  
tions susceptibles d'épuiser ou d'améliorer  
une race, comme on distingue en agriculture  
les plantes épuisantes ou améliorantes du sol.  
L'occupation saine par excellence, c'est bien  
évidemment celle du laboureur ou du campa-  
gnard, et le moyen de conserver une suite de  
générations robustes et brillantes tout ense-  
mble, ce serait de faire alterner pour elles le sé-  
jour des villes et celui des champs, de les  
faire se retremper dans la vie végétative

du paysan, toutes les fois qu'elles se se-  
raient dépensées dans la vie intellectuelle  
et nerveuse des habitants des villes. Cet  
idéal, dont nous sommes loin dans notre  
pays, serait facilement réalisable, car nous le  
voyons réalisé le plus souvent en Angleterre,  
où l'importance de la propriété territoriale, où  
les habitudes d'une vie un peu plus sauvage  
que la nôtre font que l'aristocratie et la bour-  
geoisie anglaises passent la plus grande partie  
de leur existence séculaire dans des manoirs  
ou des cottages, livrées à ces occupations de  
la campagne qui sont une détente de tout l'or-  
ganisme.

Sans vouloir tracer la moindre ligne de con-  
duite à suivre dans des conjonctures aussi  
complexes que le choix d'une profession, nous  
croions que c'est un devoir pour l'éducateur  
de ne jamais presser le fils de suivre la pro-  
fession du père, toutes les fois du moins qu'il  
cette profession, comme celle d'artiste,  
d'homme politique, de savant, ou simplement  
« d'homme occupé », « d'homme distingué ».

Rien de plus naïf, pour qui regarde de haut  
que la peur de l'obscurité, la peur de ne pas  
être « quelqu'un ». Les qualités réelles d'une  
race ne se perdent pas pour n'être pas mises  
au jour immédiatement ; elles s'accumulent  
plutôt, et le génie ne sort guère que des fil-  
lres où les pauvres ont amassé jour à jour le  
talent sans les dépenser en folies. Ce n'est  
pas sans quelque raison que les chinois déco-  
rent et anoblissent les pères au lieu des fils :  
les fils célèbres sont des enfants prodiges, et  
le capital qu'ils dépensent ne vient pas d'eux.  
La nature acquiert ses plus grandes richesses  
en dormant. Aujourd'hui, dans notre impa-  
tience, nous ne savons plus dormir ; nous vou-  
lons voir les générations toutes éveillées,  
toujours en effort. Le seul moyen, encore une  
fois, de permettre cet effort ; repos, cette  
dépense constante, c'est de ne pas varier sans  
cesse : il faut se résigner à ce que nos fils  
soient autres que nous, à ce qu'ils ne  
soient pas.

Le but de toute réforme sociale et pédago-  
gique ne doit pas être de diminuer dans la so-  
cété humaine l'effort, condition essentielle de  
tout progrès, mais au contraire, d'augmenter  
l'effort productif par une meilleure organisa-  
tion et distribution des forces, comme on  
augmente souvent la quantité de travail pro-  
duit dans une journée en ramenant de douze à  
dix les heures de travail. Pour cela, la pre-  
mière chose à faire est de placer l'humanité et  
surtout les enfants dans de meilleures condi-  
tions hygiéniques, — assainissement des  
maisons, des lieux de travail, diminution du  
travail et de l'étude, etc. ; deuxièmement, il  
faut substituer pendant un certain temps, chez  
les masses, le travail intellectuel bien dirigé  
au travail matériel ; chez les classes aisées, on  
doit au contraire compenser par un minimum  
de travail matériel la déséquilibre qu'exa-  
graine soit le travail exclusivement intellectuel,  
soit l'oisiveté. Malheureusement, de nos jours,

après 1890

ité, par M. Guyau, 1 vol, in-8, —  
ard Saint-Germain, Paris.

l'augmentation de la prévoyance sociale se produit surtout dans la sphère économique; or la prévoyance économique est souvent en opposition avec la prévoyance vraiment sociale et hygiénique. Amasser un capital d'argent, et même d'honneurs, est souvent tout le contraire d'amasser la santé et la force pour sa race. Voici un jeune homme pauvre, il attend pour se marier que sa position sociale soit suffisamment élevée, il se surcharge de travail (examens, préparation aux écoles de travail, etc.) Il se marie déjà âgé, l'organisme nerveux surmené, dans les conditions les plus propres à la dégénérescence de sa race. De plus, en vertu de la prévoyance économique qui l'a guidé jusque-là, il restreindra le nombre de ses enfants; autre chance de dégénérescence, les premiers nés étant loin d'être en moyenne les mieux doués. La conclusion, c'est qu'il y a souvent antinomie entre la prévoyance économique, qui a deux termes, — épargner l'argent à outrance, dépenser ses forces à outrance, — et la prévoyance hygiénique et morale, qui consiste à épargner sa santé et à ne dépenser ses forces que dans la mesure de la dépense, rapidement réparable, consistant en un exercice au lieu d'un épuisement.

D'après ce qui précède, l'accroissement trop rapide de l'épargne, qui représente une quantité de travail physique rendue inutile, est toujours dangereux chez un peuple, lorsqu'il ne s'est pas produit un accroissement proportionnel de la capacité intellectuelle et morale, qui permette d'employer d'un autre manière la force physique mise en liberté par l'épargne. Toute épargne économique peut être une occasion de gaspillage moral. Le vrai progrès consiste dans la transformation méthodique du travail physique en travail intellectuel bien réglé, non dans la cessation ou la diminution du travail.

L'idéal social consisterait dans une production absolue croissante, grâce à l'assolement en entendu, tandis que l'idéal économique n'est que la diminution de la nécessité de produire, qui amène le plus souvent la diminution de fait dans la production. Il s'agit de substituer aux nécessités externes (guerre et misère) qui ont forcé jusqu'ici l'homme à un travail parfois démesuré, une série de nécessités internes, de besoins intellectuels et moraux, correspondant à des capacités nouvelles, qui le pousseront à un travail régulier, proportionné à ses forces. Ce serait la transformation de l'effort physique et de la tension musculaire en tension nerveuse et en attention, mais en attention réglée, variée, s'appliquant à des objets divers avec des intervalles de repos.

M. GUYAU.

## LA DOCTRINE DE MARX

ET LE NOUVEAU

PROGRAMME DES SOCIAL-DÉMOCRATES ALLEMANDS

(Suite et Fin)

*Le nouveau Programme  
des Social-Démocrates allemands*

Souvenons-nous de l'époque fameuse de 1871-1873. L'Etat reçoit de la France cinq milliards de francs qu'il gaspilla en spéculations, rachats, prêts aux Etats et à des partis, récompenses et placemens en fonds existants ou de nouvelle création. Cet argent, ou plutôt le crédit ouvert par des banquiers étrangers aux banquiers allemands, servit à monter la plus colossale spéculation qu'on ait jamais vue. Le gouvernement ayant consenti à accorder pleine liberté à la fondation des compagnies, on se mit à en fonder de toute espèce; on convertit toute entreprise, toute affaire, tout intérêt — propriétés, industries, magasins, jusqu'aux journaux et aux théâtres

plus hautes autorités; l'empereur, le prince héréditaire recevaient chez eux les fondateurs, assistaient aux inaugurations, posaient les pierres de fondation... Il faudrait parler des concessions de chemins de fer, du « système Stroussberg », du « système Schuster-Oder-Wagener », et d'autres « systèmes » qui firent beaucoup de millionnaires et infiniment plus de malheureux, mais cela nous amènerait trop loin.

Bref, le statisticien Engel (lui-même un fondateur, mais des plus modestes) évalua à 700 millions de thalers la perte des cours sur les émissions et fondations de 1870 à 1873; mais comme une moitié seulement des titres émis en ce temps fut cotée à la Bourse, il y a lieu de doubler ce chiffre; la perte totale doit avoir surpassé la contribution française, sans compter les ravages produits par la crise, par les procès, par les expropriations...

Voilà comment débuta le capitalisme en Allemagne, voilà sa source ou plutôt une de ses sources.

Avant 1871, trois grandes périodes de spéculation suivies de crises avaient eu lieu: les spéculations sur les emprunts faits par les Etats au temps des guerres napoléoniennes; les spéculations sur les premiers chemins de fer (1840-1844); les Credit-Anstalten modelés sur le Crédit mobilier (1853-1857). Après 1871, la spéculation devient permanente, la Bourse devient une institution; et les spéculations sur les titres étrangers, les conversions de rente, le rachat des chemins de fer par l'Etat, après que le prix en avait été élevé artificiellement de 35 pour 100, ont alimenté le « capital allemand » et ont fait de jolies rentes à la classe possédante.

Peut-être devons-nous dire quelques mots des lois édictées en 1811, 1816 et 1850 pour l'abolition de la féodalité. Nous y trouverons une des preuves les plus éclatantes de l'importance qu'ont en économie les faits non-économiques, les prétendues « exceptions » — telles que la loi, l'usurpation, etc.

Les lois en question, tout en ouvrant à l'aristocratie la carrière de l'industrie, eurent soin de lui en fournir le capital, la dotation nécessaire. Le tiers et la moitié des terres sur lesquelles les paysans avaient des droits incontestables, la totalité de celles qui n'étaient pas enregistrées au cadastre ou dont le colon vint à mourir, furent dévolus aux feudataires. Les paysans qui voulurent se libérer de leurs rentes et redevances furent obligés d'en payer vingt-cinq fois le montant. La noblesse reçut 1,553,050 arpents en terre, 18,544,766 thalers en capitaux, 1,559,992 thalers de rente annuelle, et *in natura* 289,436 boisseaux (à 54,96 litres) de seigle, 10,633 d'avoine, froment et orge. Le résultat des lois de 1811 et de 1816 fut d'anéantir les droits des colons temporaires, tout en maintenant les corvées pour les colons héréditaires. La loi de 1850 eut encore à abolir vingt-six droits féodaux. L'abolition des dîmes profita aux gros propriétaires qui faisaient commerce de blé, tandis que le paysan payait l'impôt pour le maintien de l'église. A Breslau, les propriétaires reçurent

Une législation spéciale sur la formation des fiefs en fidéicommissaires de cette législation le nombre de fidéicommissaires s'est considérablement accru en Prusse. On a institué 153 avant ce siècle; 72 entre 1800 et 1850; 40 entre 1851 et 1860; 63 entre 1861 et 1884; 84 entre 1871 et 1880 et 135 en 1888.

Les 23 pour 100 de la superficie du pays ont été ainsi immobilisés par les milles nobles; 513 familles possédées par les mains nobles donnant une rente imposée qu'on avait imposé aux fidéicommissaires (et que Lucius van Bismarck, etc., se dispensèrent de réduire à 1 pour 100 pour les tra-

Un phénomène non moins remarquable est la formation des coalitions industrielles, plus éclatant démenti au mensonge de concurrence et de la liberté et d'échanges. Favorisées par la grande protection par le protectionnisme et (qui le dirait?) législation du travail même (la loi sur l'obligation des ouvriers ayant patrons), les coalitions industrielles ont récemment un essor considérable.

Il y en a dans toutes les industries et plusieurs dans chaque branche organisée en hierarchie. Les *Kartelle* connus étaient 70 en 1887: ils sont montés à 119 en 1890. Il y en a qui embrassent une industrie entière, qui tendent à toute une région, au pays entier, qui ont des ramifications à l'étranger. Les *Kartelle* sont de régler la production, fixer les prix et d'accaparer les marchés. Toute codification nouvelle et un nouveau mépris administratif, comprenant des contrats de vente, des pénalités, des dépôts de sommes comme garantie contre les infirmités, etc., ont été inventés. L'Etat les favorise et y participe lui-même comme grand industriel. Les tribunaux ont proclamé leur légitimité et validité. Leurs effets sur la population se voient dans l'augmentation des prix et dans la baisse des salaires — encore plus dans l'air insolent et pro-

1 L'hiver passé les propriétaires allemands se sont entendus pour faire les charbons déjà très élevés. Ils ont tenté pour retarder leurs livraisons aux pays et ont en même temps embarqué des quantités de charbon pour l'exporter à l'étranger.

de l'ère de la décadence. La conclusion, c'est qu'il y a souvent antinomie entre la prévoyance économique, qui a deux termes, — épargner l'argent à outrance, dépenser ses forces à outrance, — et la prévoyance hygiénique et morale, qui consiste à épargner sa santé et à ne dépenser ses forces que dans la mesure de la dépense, rapidement réparable, consistant en un exercice au lieu d'un épuisement.

D'après ce qui précède, l'accroissement trop rapide de l'épargne, qui représente une quantité de travail physique rendue inutile, est toujours dangereux chez un peuple, lorsqu'il ne s'est pas produit un accroissement proportionnel de la capacité intellectuelle et morale qui permette d'employer d'une autre manière la force physique mise en liberté par l'épargne. Toute épargne économique peut être une occasion de gaspillage moral. Le vrai progrès consiste dans la transformation méthodique du travail physique en travail intellectuel bien réglé, non dans la cessation ou la diminution du travail.

L'idéal social consisterait dans une production absolue, croissante, grâce à l'assolement en entendu, tandis que l'idéal économique n'est que la diminution de la nécessité de produire, qui amène le plus souvent la diminution de fait dans la production. Il s'agit de substituer aux nécessités externes (guerre et misère) qui ont forcé jusqu'ici l'homme à un travail parfois démesuré, une série de nécessités internes, de besoins intellectuels et moraux, correspondant à des capacités nouvelles, qui le pousseront à un travail régulier, proportionné à ses forces. Ce serait la transformation de l'effort physique et de la tension musculaire en tension nerveuse et en attention, mais en attention réglée, variée, s'appliquant à des objets divers avec des intervalles de repos.

M. GUYAU.

## LA DOCTRINE DE MARX

ET LE NOUVEAU

PROGRAMME DES SOCIAL-DÉMOCRATES ALLEMANDS

(Suite et Fin)

*Le nouveau Programme  
des Social-Démocrates allemands*

Souvenons-nous de l'époque fameuse de 1871-1873. L'Etat reçut de la France cinq milliards de francs qu'il dépensa en spéculations, rachats, prêts aux Etats et à des participations, récompenses et placements en fonds existants ou de nouvelle création. Cet argent, ou plutôt le crédit ouvert par des banquiers étrangers aux banquiers allemands, servit à monter la plus colossale spéculation qu'on ait jamais vue. Le gouvernement ayant consenti à accorder pleine liberté à la fondation des compagnies, on se mit à en fonder de toute espèce : on convertit toute entreprise, toute affaire, tout intérêt — propriétés, industries,

plus hauts autocrates, l'empereur, le prince héréditaire recevaient chez eux les fondateurs, assistaient aux inaugurations, posaient les pierres de fondation... Il faudrait parler des concessions de chemins de fer, du « système Stroussberg », du « système Schuster-Oder-Wagener », et d'autres « systèmes » qui firent beaucoup de millionnaires et infiniment plus de malheureux, mais cela nous amènerait trop loin.

Bref, le statisticien Engel (lui-même un fondateur, mais des plus modestes) évalua à 700 millions de thalers la perte des cours sur les émissions et fondations de 1870 à 1873 ; mais comme une moitié seulement des titres émis en ce temps fut cotée à la Bourse, il y a lieu de doubler ce chiffre ; la perte totale doit avoir surpassé la contribution française, sans compter les ravages produits par la crise, par les procès, par les expropriations...

Voilà comment débuta le capitalisme en Allemagne, voilà sa source ou plutôt une de ses sources.

Avant 1871, trois grandes périodes de spéculation suivies de crises avaient eu lieu : les spéculations sur les emprunts faits par les Etats au temps des guerres napoléoniennes ; les spéculations sur les premiers chemins de fer (1840-1844) ; les Credit-Anstalten modelés sur le Crédit mobilier (1853-1857). Après 1871, la spéculation devient permanente, la Bourse devient une institution ; et les spéculations sur les titres étrangers, les conversions de rente, le rachat des chemins de fer par l'Etat, après que le prix en avait été élevé artificiellement de 35 pour 100, ont alimenté le « capital allemand » et ont fait de jolies rentes à la classe possédante.

Peut-être devons-nous dire quelques mots des lois édictées en 1811, 1816 et 1850 pour l'abolition de la féodalité. Nous y trouverons une des preuves les plus éclatantes de l'importance qu'ont en économie les faits non-économiques, les prétendues « exceptions » — telles que la loi, l'usurpation, etc.

Les lois en question, tout en ouvrant à l'aristocratie la carrière de l'industrie, eurent soin de lui en fournir le capital, la dotation nécessaire. Le tiers et la moitié des terres sur lesquelles les paysans avaient des droits incontestables, la totalité de celles qui n'étaient pas enregistrées au cadastre ou dont le colon vint à mourir, furent dévolus aux feudataires. Les paysans qui voulurent se libérer de leurs rentes et redevances furent obligés d'en payer vingt-cinq fois le montant. La noblesse reçut 1,553,050 arpents en terre, 18,544,766 thalers en capitaux, 1,559,992 thalers de rente annuelle, et *in natura* 289,436 boisseaux (à 54,96 litres) de seigle, 10,633 d'avoine, froment et orge. Le résultat des lois de 1811 et de 1816 fut d'anéantir les droits des colons temporaires, tout en maintenant les corvées pour les colons héréditaires. La loi de 1850 eut encore à abolir vingt-six droits féodaux. L'abolition des dîmes profita aux gros propriétaires qui faisaient commerce de blé, tandis que le paysan avait l'impôt pour le maintien de